



CESE info

Le Comité économique et social européen
Un pont entre l'Europe et la société civile organisée
Avril 2016 | FR



ÉDITORIAL

Chères lectrices,
chers lecteurs,

Trois mois après les terribles attentats de Paris, c'est Bruxelles, le cœur même de l'Union européenne, qui a été ce 22 mars la cible d'attentats terroristes odieux et barbares. Une fois encore, il

nous a été rappelé à quel point une minute suffit à changer une vie, voire à y mettre fin. Nos pensées vont aux nombreuses victimes de cette tragédie ainsi qu'à leurs familles. Nous exprimons notre reconnaissance aux bénévoles et aux services de secours qui n'ont eu de cesse de prêter main forte aux victimes. Nous remercions les forces de sécurité de Bruxelles, y compris l'armée, qui font tout ce qui est en leur pouvoir pour nous protéger. Et nous condamnons les traîtres meurtriers. Ces attaques nous rappellent que nous devons nous employer à trouver de meilleurs moyens d'intégrer les migrants dans notre société européenne, ouverte et fondée sur les valeurs non négociables que sont l'humanité, la démocratie, l'égalité et la tolérance. Il s'agit d'une question de droits et d'obligations, comme il ressort du rapport sur la situation des réfugiés établi le mois dernier.

Nous devons maintenant aller de l'avant. Notre monde est trop beau pour que nous laissions des forces destructrices le terrasser. Afin de lutter contre ces forces, nous ne pouvons nous concentrer exclusivement sur le terrorisme: il nous appartient d'apporter une réponse globale et responsable aux défis auxquels la société moderne est confrontée.

En dépit des revers, nous devons rester des optimistes réalistes

C'est le printemps. Ouvrons grand les fenêtres pour nous imprégner de soleil et d'air frais afin de trouver l'inspiration, de générer de nouvelles idées pour revoir nos politiques et les améliorer, et de trouver des solutions aux défis à venir.

Le Comité économique et social est engagé dans cette voie. Son programme de travail est riche et vaste. Les enjeux économiques, le chômage, le changement climatique et la durabilité alimentaire appellent de nouvelles idées, des solutions nouvelles et meilleures qui requièrent la coopération de la société civile et des experts. Telle est la base des avis du CESE et de ses travaux en général. Les conseils du Comité et ses recommandations aux législateurs de l'UE sont un condensé des connaissances, du savoir-faire et de l'expertise de représentants d'une large majorité de la société.

J'invite chacun d'entre vous à considérer les énormes progrès que nous avons déjà accomplis ensemble et à continuer de réfléchir et de discuter quant à la manière de relever les défis à venir: œuvrer pour une Europe unie, démocratique, solidaire, empreinte de paix et de prospérité et proche de ses citoyens, comme nous y exhorte le programme de notre Président. Le CESE est votre partenaire, et il est là pour vous donner voix au chapitre sur le plan européen.

Gonçalo Lobo Xavier

Vice-président du CESE chargé de la communication

À VOS AGENDAS

25 et 26 mai 2016/
CESE, Bruxelles:
session plénière du CESE

17 mai 2016/
Nottingham (UK):
audition de la CCMI
sur l'industrie cosmétique

DANS CE NUMÉRO

2 Nouvelle étude du CESE
sur l'obsolescence
programmée

3 Interview de
Gonçalo Lobo Xavier
sur le projet «Migration»

4 Des membres de retour
de leurs missions sur
les migrations partagent
leur expérience

5 «Votre Europe, votre avis»:
2016

5 Exposition
des photographies
de Giles Duley

Déclaration du président Dassis concernant les attaques terroristes à Bruxelles

À Bruxelles, le 22 mars dernier, une poignée de monstrueux assassins a semé la mort et la souffrance dans notre Union.

Ils ont commis leur crime abominable précisément là où nombre d'entre nous, conseillers, délégués, suppléants, experts, hôtes du Comité et membres de son personnel passons tous les jours. Ceux qu'ils ont lâchement tués, mutilés et blessés autour d'eux, encore une fois, c'est le peuple. Ce qu'ils prétendent abattre et déchirer, c'est le peuple, notre peuple qui entend se déplacer librement dans une société démocratique de paix, de dialogue et de bien-être.

Ils ne nous auront pas. Jamais. Il y a des êtres humains capables du pire, mais il y en a surtout qui sont capables du meilleur, et ce sont ceux-là qui gagneront. La seule attention que méritent les terroristes, c'est qu'on s'unisse contre eux: ils sont très peu nombreux mais

effroyablement dangereux. Ceux dont il faut s'occuper, ce sont les millions de gens, quels qu'ils soient et d'où qu'ils viennent, qui ne cèdent pas à la violence même quand ils se trouvent objectivement dans une situation injuste. À ceux-là, il faut offrir la protection d'une société juste: celle que décrivent les premiers articles de notre traité.

J'espère de tout mon cœur que les manifestations publiques de solidarité de nos dirigeants nationaux et européens vont avoir pour effet de rallier un maximum de citoyens à l'idéal démocratique d'une Europe unie. J'espère que cette épreuve les incitera eux-mêmes à se montrer plus souvent unis, solidaires, soucieux de ce qui est fondamental pour notre société et conscients de ce que ni cette situation-ci ni aucune autre circonstance essentielle ne diffère, en réalité, de l'un à l'autre des États membres de l'Union.



J'ai évidemment adressé le jour même, au nom du Comité, un message de solidarité totale au Premier ministre du Royaume de Belgique. Je suis profondément ému et révolté, une fois de plus, à la pensée du sort des innocents frappés par des barbares, où que ce soit. C'est à eux qu'il faut tout donner.

Georges Dassis,
Président du Comité économique
et social européen

Le membre du CESE Pasi Moisio, qui figure parmi les victimes des attentats de Bruxelles, partage son expérience



M. Pasi Moisio, membre finlandais du CESE, et son épouse se trouvaient à l'aéroport de Bruxelles-National lors des attaques terroristes du 22 mars. M. Moisio, qui ne s'est pas encore remis de ses blessures, a accepté de partager son expérience avec les lecteurs de CESE Info.

● M. Moisio, quelle a été votre expérience des événements tragiques du 22 mars?

Mon épouse et moi-même nous trouvions dans la file pour procéder aux formalités d'enregistrement sur un vol à destination de New York quand j'ai été projeté à terre par le souffle de la première explosion. Cette explosion, qui a eu lieu sur notre gauche, était si puissante que mon épouse et moi avons eu le tympan gauche perforé. Nos visages et nos vêtements ont également été brûlés de ce côté. Heureusement, nous étions suffisamment éloignés de l'explosion pour nous en sortir sans blessures graves et

nos valises en métal nous ont protégés des éclats projetés par la bombe.

● Quel impact cette expérience a-t-elle eu sur vous? A-t-elle quelque peu modifié vos idées et votre perception des choses?

Je reste attaché au concept de l'intégration européenne et j'ai le sentiment qu'aujourd'hui, plus que jamais, nous devons soutenir la liberté de circulation et l'accord de Schengen. Toutefois, à la suite de cette expérience, j'ai pris douloureusement conscience de la nécessité de contrôler efficacement nos frontières extérieures et des conséquences dangereuses de l'absence de ce type de contrôle. Nous devons empêcher les terroristes de tirer parti de nos droits et réalisations pour faire progresser leurs propres objectifs. Les institutions de l'UE ont largement discuté de cette question; il est maintenant temps de passer à l'action.

● Quel message adressez-vous, en tant que survivant, aux personnes qui vous entourent et aux lecteurs de CESE Info?

Nous sommes profondément reconnaissants envers les nombreux collègues et amis qui nous ont fait parvenir des messages de solidarité et apporté leur soutien depuis cet événement. Nous avons reçu des centaines de sms, de courriers électroniques et d'appels téléphoniques et nous tenons, par l'intermédiaire de ces lignes,

Numéro spécial du CESE info consacré à la migration

Afin de marquer la présentation du rapport final du CESE sur l'actuelle crise des migrants et des réfugiés, le CESE Info contient un encart spécial de deux pages, livrant plusieurs récits saisissants de missions d'information, à la suite du rapport et des entretiens avec Gonçalo Lobo Xavier, vice-président du CESE, qui a pris l'initiative de ces missions, et Pavel Trantina, coauteur de la stratégie du CESE en matière de migration. Un bilan de Votre Europe, votre avis! 2016, ainsi qu'un aperçu en avant-première des images d'une exposition de Giles Duley et du Séminaire 2016 des attachés de presse de la société civile du CESE (tous centrés sur les réfugiés et les migrations) complètent cette édition spéciale sur la migration.



Hausse de 56 % des ventes lorsque les produits sont labellisés «durables»: nouvelle étude du CESE sur l'obsolescence programmée



Le 29 mars 2016, le CESE a publié une étude intitulée «Étude de l'impact sur les consommateurs de l'affichage de la durée de vie des produits», qui établit un lien manifeste entre l'affichage de la durée de vie des produits et les comportements d'achat des consommateurs. Les ventes des produits étiquetés comme durables, telles que les valises et les imprimantes, connaîtraient une hausse considérable, de 128 % et 70 % respectivement, tandis

que celle des ventes de smartphones serait moins importante, s'élevant à 41 % pour les modèles indiquant une durée de vie plus longue.

90 % des participants à l'étude affirment qu'ils sont disposés à payer plus cher (+ 102 euros) pour un modèle de lave-vaisselle (qui coûte entre 300 et 500 euros) si sa durée de vie est prolongée de deux ans. Le type d'étiquetage peut également être déterminant, le classement allant de A à G étant le plus efficace, avec une hausse des ventes de 84 %. L'étude met également en évidence la dimension sociale de ce phénomène, dès lors que les personnes à faibles revenus doivent acheter des produits meilleur marché et sont donc confrontés à l'obsolescence programmée. Enfin, 80 % des participants pensent que les producteurs ont un très haut degré de responsabilité concernant la durée de vie d'un produit.

Près de 3 000 personnes ont participé à cette étude, qui porte sur la Belgique, la République tchèque, la France, l'Espagne et les Pays-Bas, et s'inscrit dans le contexte d'un avis du CESE de 2013 intitulé «Vers une consommation plus durable: la durée de vie des produits industriels et la restauration de la confiance par l'information des consommateurs».

Le CESE appelle la Commission européenne à élaborer une législation européenne sur l'obsolescence programmée, recommande que l'industrie instaure des dispositifs de certification volontaire et encourage les Européens à se mobiliser et à agir pour amener un changement des mentalités. (cad)

Les nouvelles formes d'emploi nécessitent des mesures de politique sociale

Le 31 mars 2016, le CESE a organisé une audition publique sur le thème «Évolution de la nature des relations de travail, économie du partage, contrats zéro heure et salaire décent» afin de débattre de l'essor des formes d'emploi non traditionnelles en mettant l'accent sur la protection des travailleurs.

Il ressort de la manifestation du CESE que les changements induits par les plateformes en ligne populaires, dans les domaines des transports ou du logement, par exemple, ont de profondes implications pour le marché du travail et les systèmes d'imposition et de sécurité sociale ainsi que pour le revenu de subsistance.

Il appartient aux décideurs d'encadrer ces tendances afin que ces nouvelles formes d'emploi puissent bénéficier à tous les membres de la société. Par conséquent, le CESE invite la Commission européenne et l'Organisation internationale du travail (OIT) à contribuer au développement de nouveaux modèles de protection sociale et d'un cadre de conditions de travail décentes qui soient adaptés à des marchés du travail plus flexibles. Les efforts devraient être axés sur une formation adéquate de tous les travailleurs, notamment s'agissant des compétences numériques, sur le suivi statistique de l'impact des nouvelles formes de travail sur le marché du travail et l'économie et sur une plus grande clarté des relations de travail afin de déterminer la responsabilité en cas d'accident, de dommages occasionnés et de défauts de service. (cad)

S'adapter au changement dans le monde du travail

M. Gonçalo Lobo Xavier exhorte les Portugais à considérer les évolutions des modes de travail comme des occasions à saisir

M. Gonçalo Lobo Xavier, vice-président du CESE, comptait parmi les orateurs invités à la séance d'ouverture des «Points de vue sur le travail», une série de débats avec des membres éminents de la société portugaise qui ont eu lieu à Braga le 26 février.

S'exprimant aux côtés de MM. Manuel Caldeira Cabral, ministre portugais de l'économie, et Manuel Carvalho da Silva, sociologue, professeur d'université et ancien dirigeant de la Confédération générale des travailleurs portugais (CGTP-IN), M. Lobo Xavier a mis en garde contre le fait que les évolutions des modes de travail menaçaient la moitié des emplois existants à l'échelle mondiale: la quatrième révolution industrielle, l'internet des objets et les nouveaux modes de consommation mettent en péril de nombreux emplois. «L'on estime qu'au cours des dix prochaines années, 50 % des emplois qui nous sont aujourd'hui familiers seront balayés par ces changements, des changements impossibles à arrêter», a-t-il déclaré. Par conséquent, «nous devons nous adapter, défendre l'emploi et préparer les travailleurs à ces changements, que je considère comme irréversibles mais qui représentent également une chance à saisir, étant donné que nombre d'emplois nouveaux seront créés, nécessitant des compétences différentes».

M. Lobo Xavier a souligné que l'indispensable anticipation du changement, la demande de nouvelles compétences et la nécessité de moderniser les professions traditionnelles en offrant de nouvelles solutions et de nouveaux services devaient être considérées comme des occasions à saisir. Il a également exprimé l'espoir que le Portugal ne se repose pas sur les lauriers que lui vaut son industrie touristique et n'abandonne pas d'autres secteurs stratégiques qui revêtent une importance capitale pour l'économie du pays. (dm)

Le CESE réclame une nouvelle réflexion afin de prévenir la radicalisation

Une coopération plus étroite s'impose pour vaincre le terrorisme et limiter l'accès aux armes à feu

Le 16 mars, le CESE a adopté un avis sur le programme européen en matière de sécurité (rapporteur: M. Cristian Pirvulescu), qui réclame la création de nouveaux outils pour prévenir la radicalisation dans le cadre d'une stratégie européenne plus large de lutte contre le terrorisme. L'avis répond à la communication de la Commission sur le plan d'action de l'UE contre le trafic illicite et l'utilisation d'armes à feu et d'explosifs ainsi qu'à sa proposition de directive relative à la lutte contre le terrorisme.

Le CESE souligne qu'il est possible de vivre en sécurité aussi bien qu'en liberté en Europe et considère qu'il est dangereux pour toute démocratie d'introduire dans la législation des infractions par anticipation. Pour cette raison, l'article 3, paragraphe 2, point i), de la proposition (portant sur la menace de commettre un acte terroriste) devrait être supprimé. Le Comité recommande également aux institutions européennes et aux États membres d'appliquer le principe de proportionnalité, la manière d'incriminer et de combattre les actes devant être proportionnelle à leur gravité et à leur caractère intentionnel. En ce qui concerne la criminalisation de l'acte consistant à se rendre à l'étranger à des fins de terrorisme, le Comité estime qu'il existe un sérieux manque de clarté quant à la définition de l'expression «à des fins de terrorisme». Alors que celui qui organise un attentat ou participe à des activités d'entraînement peut être qualifié de «terroriste», ce n'est pas nécessairement le cas lorsqu'une personne commet des actes de cyberterrorisme ou participe à une rébellion armée ou une guerre civile.

Les événements récents ont montré que le terrorisme s'est mondialisé. La politique extérieure européenne vis-à-vis du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (région MENA) doit être mieux coordonnée. Le Comité souhaite que des engagements plus clairs soient pris afin de stabiliser, développer et démocratiser cette région et se félicite de l'intention de la Commission d'élargir la portée du plan d'action UE-Europe du Sud-Est et de renforcer la coopération avec les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. Le Comité estime également que la limitation drastique de l'accès aux armes à feu et aux explosifs doit être prioritaire. Il y a lieu d'améliorer significativement la coopération institutionnelle entre États membres, tant pour ce qui est d'échanger les informations que d'unifier les bases de données existantes.

Le Comité aimerait que la Commission encourage une coopération plus étroite entre Europol, Interpol, les principaux acteurs d'ITRACE et d'autres organismes, comme les douanes et les autorités délivrant les permis d'importation et d'exportation d'armes à feu. Toutefois, si le Comité encourage la mise en commun des ressources, il fait observer que l'intensification des mesures de protection, au niveau européen comme à l'échelon national, pourrait avoir un effet cumulatif et porter atteinte aux droits fondamentaux. Et en mettant à mal les droits fondamentaux, l'Union européenne mettrait aussi en péril l'un de ses principes directeurs.

Cet avis a été adopté par 145 voix pour et 3 abstentions. (dm)

Journée européenne du consommateur: le CESE favorable à une réglementation intelligente et de meilleure qualité, mais pas aux dépens des consommateurs

Le CESE est favorable à ce que la bureaucratie et les lourdeurs qui pèsent sur les petites, moyennes et microentreprises soient allégées grâce à une meilleure réglementation mais il estime dans le même temps que ce processus ne doit pas se traduire par une déréglementation complète: tel est l'avertissement qu'il a lancé à l'occasion de la Journée européenne du consommateur qui a eu lieu ce 10 mars. Si l'amélioration de la réglementation vise à simplifier les règles et à les rendre fonctionnelles et moins coûteuses pour les utilisateurs et les contribuables, ce processus ne dispense pas de respecter une réglementation conçue pour protéger les consommateurs et les travailleurs, ou de se plier aux normes environnementales. Le CESE a invité instamment la Commission à mieux tenir compte des positions exprimées par la société civile dans le cadre des consultations publiques et des études d'impact. Des représentants d'organisations de consommateurs, des décideurs politiques et des institutions européennes se sont réunis lors de cette 18^e conférence annuelle organisée par le CESE pour discuter de l'amélioration de la réglementation et de son incidence sur les consommateurs.

De l'avis du CESE, la Commission devrait se concentrer sur la qualité plutôt que sur la quantité et donner la priorité à la réduction des formalités administratives, qui sont coûteuses pour les entreprises et entravent leur compétitivité, ainsi que l'innovation et la création d'emplois, en particulier dans le cas des PME. Dans le même temps, l'objectif du principe «Penser aux PME d'abord» ne consiste pas non plus à exempter les microentreprises et les PME du respect de la législation. Le CESE a toujours insisté sur



la protection des 500 millions de consommateurs européens, qui ont des droits juridiquement contraignants, consacrés par le traité. La protection des consommateurs est l'une des réussites les plus importantes et palpables de l'UE et il conviendrait qu'elle ne soit pas compromise. (sg)

UEM: le CESE encourage la Commission européenne à aller de l'avant sans délai

L'Union économique et monétaire de l'UE doit être approfondie de toute urgence, a déclaré le CESE lors de sa session plénière de mars, au cours de laquelle il a adopté un paquet de quatre avis sur ce sujet.

Dans son avis sur les Mesures à prendre pour compléter l'Union économique et monétaire, le CESE soulève la question de la légitimité démocratique et propose un dialogue social tripartite pour combler cette lacune. Par ailleurs, le CESE a formulé plusieurs recommandations relatives à la création de conseils nationaux de la compétitivité dans la zone euro, notamment en ce qui concerne la définition de la compétitivité afin d'inclure les «objectifs allant au-delà du PIB», et la mise en place de conseils plus équilibrés.

Dans son avis sur le Système européen de garantie des dépôts, le Comité recommande que l'introduction de nouvelles mesures de partage des risques s'accompagne d'une réduction supplémentaire des risques dans le secteur bancaire. Dans son avis sur la Représentation extérieure de la zone euro, le Comité insiste sur la nécessité manifeste d'accroître le poids relatif de la zone dans les institutions financières internationales et de lui donner une place plus importante sur les marchés financiers internationaux. Le CESE préconise également de délimiter de manière claire et explicite le rôle de la représentation extérieure de la zone euro et de le coordonner avec celui de l'Union européenne dans son ensemble, afin de préserver l'intégrité du marché unique. (cad)



CESE info

Le Comité économique et social européen
Un pont entre l'Europe et la société civile organisée
Avril 2016 | FR



ÉDITORIAL

L'Europe a besoin
de politiques d'intégration
à long terme
et de la contribution
de la société civile

Face à l'afflux de population le plus massif depuis la Seconde Guerre mondiale, la société civile s'est imposée, dans toute l'Union européenne, comme un acteur essentiel dans la mise en œuvre de mesures visant à atténuer les conséquences humanitaires de cette crise. Le Comité économique et social européen, en sa qualité de plateforme officielle de la société civile en Europe, a très vite désigné la crise des réfugiés comme un sujet de préoccupation majeur et invité les gouvernements et responsables politiques à suivre l'exemple donné par les citoyens.

Le CESE a publié un **rapport**, établi sur la base des conclusions tirées à l'issue de missions d'information récemment conduites par des délégations du Comité, qui ont rencontré plus de 180 acteurs de la société civile travaillant avec des réfugiés et des migrants dans onze États membres, ainsi qu'en Turquie. Ce document adresse des messages importants aux États membres et aux institutions européennes, concernant notamment la nécessité de répartir équitablement les réfugiés, de mobiliser des ressources suffisantes, d'effectuer des contrôles efficaces aux frontières, de lutter contre la traite des êtres humains et d'instaurer un régime d'asile européen commun, en commençant par la révision du règlement de Dublin. Le Comité rappelle qu'il y a lieu de défendre l'accord de Schengen et la liberté de circulation, qui sont des réalisations importantes de l'Europe.

Cette initiative devrait donner au CESE les moyens de contribuer à des politiques européennes appropriées en matière d'asile et de migration. Il reste cependant beaucoup à faire et la notion d'intégration revêt à cet égard un aspect essentiel. Selon le commissaire Avramopoulos, il nous faut «réfléchir à long terme» et «agir dès à présent» pour assurer «l'intégration pleine et entière des nouveaux arrivants qui ont le droit de rester».

Une intégration durable passe nécessairement par la contribution déterminante de la société civile. Il est grand temps de reconnaître à leur juste valeur les efforts que celle-ci déploie et de prendre dûment en considération son point de vue dans l'élaboration des politiques de l'UE en matière de migration. L'Europe a besoin de politiques d'intégration à long terme qui soient axées sur l'insertion des migrants et des réfugiés sur le marché du travail, en s'appuyant sur la reconnaissance des qualifications ainsi que sur l'éducation et la formation. La non-intégration des migrants et des réfugiés aurait des effets dévastateurs pour tous.

Georges Dassis
Président du CESE

Un projet dans le droit fil de la mission essentielle du CESE et de ses préoccupations de longue date



Les résultats des activités *Going Local* (investir l'échelon local) du CESE en rapport avec les réfugiés mettent en lumière un fait essentiel: c'est principalement grâce à l'extraordinaire mobilisation des organisations de la société civile et des volontaires de nombreux États membres et au rôle de premier plan qu'ils ont joué que l'Europe a évité dans une large mesure une catastrophe humanitaire complète. Nous avons

voulu faire entendre leur voix au niveau de l'UE car leur rôle est souvent sous-estimé et parce qu'ils doivent faire face à des difficultés importantes, voire parfois à des réactions haineuses, à un tel point qu'ils sont parfois poursuivis pour avoir aidé les réfugiés, ce qui défie tout entendement. La Commission européenne se doit donc de collaborer avec les États membres afin de leur fournir une meilleure protection et un soutien renforcé.

La décision d'entreprendre onze missions dans les États membres afin d'examiner la situation des réfugiés n'a pas été prise sans fondement. Les travaux du Comité sur les questions liées aux réfugiés et aux migrations reflètent un engagement à long terme, j'ajouterais même sans précédent. Nos groupes de travail permanents, en particulier l'Observatoire du marché du travail et le groupe d'étude permanent

«Un document fort qui fera la différence» – Gonçalo Lobo Xavier évoque le rapport du CESE sur la question migratoire



Lors de la dernière session plénière de mars, le CESE a présenté un rapport effectuant la synthèse des résultats de ses onze missions sur le terrain. Ce rapport a été rédigé par le vice-président Gonçalo Lobo Xavier, en collaboration avec les membres Pavel Trantina, Christa Schweng et Anne Demelenne, et a été finalisé par un groupe ad hoc de douze membres désignés par le Bureau. CESE Info a interrogé Gonçalo Lobo Xavier sur cet important travail collectif.

Quelles sont les principales préoccupations du CESE concernant la crise migratoire?

L'Europe est confrontée à un énorme défi. Le CESE estime que tous les citoyens doivent être mobilisés pour faire face à la crise. Cette épreuve particulière peut être considérée davantage comme une chance que comme une menace. Nous pensons que les organisations de la société civile (OSC) doivent jouer un rôle et peuvent contribuer à des solutions en matière de soins de santé, de

clarification du statut légal des migrants et d'intégration des familles souhaitant venir dans l'Union européenne, y compris leurs droits et obligations.

Selon vous, quel pourrait être le rôle du CESE dans le cadre de la crise migratoire?

Nous avons décidé de préparer onze missions spécifiques, soigneusement organisées, afin de mieux comprendre les différentes situations. Le résultat est un document de grande valeur, et qui la démontrera je crois dans les prochains mois. Ses principales conclusions concernent la sécurité des migrants, la pleine clarification de leurs droits et obligations, la nécessité de l'intégration par la formation et le travail, et une clarification du cadre juridique. Notre document souligne bien entendu la participation spécifique des organisations de la société civile à ce processus.

Quel est le soutien que les OSC souhaitent obtenir des États membres et de l'UE?

Nous pouvons assurément affirmer que le principal besoin réside au niveau de la coordination entre les institutions. Bien sûr, des crédits sont également nécessaires pour mettre les mesures en œuvre et pour garantir un fonctionnement efficace. Mais nous estimons que la coordination entre tous les acteurs sur le terrain est essentielle pour pouvoir gérer efficacement la situation. Les OSC sont très proactives mais certains aspects (juridiques, financiers) doivent parfois être gérés par les autorités nationales et locales qui doivent assurer une coordination non seulement entre elles, mais aussi avec des OSC constituées par les employeurs, les travailleurs et d'autres acteurs sociaux. (dm)

Forum européen sur la migration: priorité à l'emploi et à l'intégration!



EUROPEAN MIGRATION FORUM

Les 6 et 7 avril, le CESE a accueilli le deuxième Forum européen sur la migration, la plateforme de dialogue entre la société civile et les institutions de l'Union européenne qu'il organise conjointement avec la Commission européenne.

Cette année, le Forum a été chargé de traduire les retours d'informations de la société civile en une politique migratoire concrète et à long terme pour l'Union européenne, en s'intéressant particulièrement à l'emploi et à l'intégration des migrants et des réfugiés. Après l'annonce par la Commission de sa volonté d'élaborer un «plan d'action de l'UE sur l'intégration des ressortissants de pays tiers», le Forum européen sur la migration a recueilli les contributions des participants sur les problèmes spécifiques rencontrés par les migrants peu et moyennement qualifiés, le travail non déclaré et l'exploitation, l'accès au marché de l'emploi ainsi que le rôle des acteurs locaux et de la société civile dans le processus d'intégration.

M. Georges DASSIS, président du CESE, a ouvert le Forum en invitant «les décideurs européens à écouter nos recommandations et à s'en inspirer; l'Europe a besoin d'adopter des politiques d'intégration à long terme, qui passent notamment par la reconnaissance des qualifications des migrants et des réfugiés, ainsi que par l'éducation et la formation, et nous devons aider ces personnes à s'intégrer sur le marché du travail. Le coût de la non-intégration des migrants et des réfugiés serait désastreux pour chacune des parties».

M. Dimitris AVRAMOPOULOS, commissaire européen chargé de la migration, des affaires intérieures et de la citoyenneté, a fait valoir que «si nous devons gérer aujourd'hui la crise des réfugiés dans ce qu'elle a d'immédiat, il nous faut aussi réfléchir à long terme (...). Il est fondamental de s'assurer que les nouveaux arrivants qui ont vocation à rester deviennent une composante à part entière de notre société. Il est essentiel également de veiller à leur intégration rapide et complète, et nous devons associer à ce processus des parties prenantes issues d'horizons divers – et notamment de la société civile». (cad)



Des membres de retour de mission partagent leur expérience

Les articles suivants présentent les avis personnels des membres du CESE qui ont participé aux missions et ne reflètent pas nécessairement la position du CESE

Irini Pari, membre du groupe des employeurs concernant la mission en Grèce

«En décembre, j'ai effectué une mission qui restera à jamais gravée dans ma mémoire. Accompagnée de plusieurs collègues du CESE, je me suis rendue à Lesbos, une île de la mer Égée, ainsi qu'à Idomeni, un petit hameau situé le long de la frontière nord de la Grèce. C'est la porte d'entrée pour des milliers de réfugiés qui fuient la guerre et partent à la recherche d'un avenir meilleur.

J'ai été très impressionnée de voir et de constater cet afflux sans précédent de réfugiés, sur lequel nous avons fait le point. Sur la seule île de Lesbos, qui compte 86 000 habitants, 5 000 à 6 000 personnes en moyenne arrivent quotidiennement. Les accueillir, répondre à leurs besoins élémentaires, entamer les procédures d'examen et d'enregistrement sont des tâches colossales... D'après ce que l'on entend dire, le nombre d'arrivants devrait augmenter au fil du temps.

Nous avons fait la connaissance de nombreuses personnes travaillant sur le terrain, que ce soit pour les pouvoirs nationaux et locaux, Frontex, l'Union européenne, l'UNHCR et l'OMI ou des ONG locales et internationales. Elles sont toutes extrêmement dévouées, motivées et engagées. Je conclus de nos discussions que l'Europe a un rôle fondamental à jouer. Premièrement, il est essentiel de créer des itinéraires sûrs pour les réfugiés et les migrants, de manière à éviter qu'ils ne tombent aux mains des passeurs et qu'ils ne perdent la vie en mer. Deuxièmement, il convient de renforcer le rôle de Frontex. Ces forces doivent disposer de ressources et de moyens suffisants pour sauver des vies et intervenir dans la complexe procédure d'enregistrement. Troisièmement, il est nécessaire de réviser le règlement Dublin II; la responsabilité ne peut être assumée uniquement par une poignée d'États membres. Elle doit être partagée et ce, de manière permanente.



Mais avant tout, j'ai rencontré des réfugiés qui venaient de traverser la mer par une nuit glaciale au cours de laquelle quinze personnes avaient perdu la vie. J'ai rencontré des réfugiés juste avant qu'ils ne franchissent les frontières ou que le passage en direction de l'Europe centrale ne leur soit refusé. J'ai vu la douleur, le chagrin et l'espoir dans leurs yeux. Ne les décevons pas!»

Peter Schmidt, membre du groupe des travailleurs, à propos de la mission pour l'Allemagne

«J'ai effectué début janvier (avec mes collègues, MM. Balon et Athela) une mission au nom du CESE, dans le but d'examiner la situation des réfugiés arrivant dans l'UE et la coopération entre les autorités et la société civile à Passau et à Munich.

Ce qui m'a le plus impressionné, c'est l'extrême disponibilité dont font preuve les organisations les plus diverses dans leur volonté d'aider les arrivants, ainsi que la façon dont les différents groupes de bénévoles issus de la société civile se sont eux-mêmes organisés, sans qu'il ait été nécessaire de lancer des appels spécifiques en ce sens. Cet engagement a permis d'éviter une catastrophe humanitaire, en dépit du nombre extrêmement élevé d'arrivants. Après des difficultés initiales, les autorités gouvernementales compétentes et la police fédérale elles-mêmes ont non seulement reconnu la compétence élevée des citoyens, mais ont aussi accepté celle-ci en tant qu'élément primordial dans l'accomplissement de cette mission.

Les médias sociaux, sans lesquels une telle auto-organisation n'aurait pas été possible, ont constitué un facteur essentiel à cet égard. Nous avons également examiné des projets d'intégration déjà existants. De l'avis général, c'est là le plus grand défi pour l'avenir. Deux points se sont avérés déterminants dans ce contexte. D'une part, des exemples ont montré que le recours accru à des enseignants de langues permet a) aux réfugiés de s'intégrer plus rapidement et b) de lutter contre l'ennui, source potentielle de conflits. D'autre part, il existe un besoin urgent de coordinateurs. L'engagement admirable des différentes organisations humanitaires souffre d'un grave manque de coordination, laquelle permettrait d'offrir une aide plus directe et immédiate.



Par ailleurs, la formation de ghettos de réfugiés est vivement déconseillée, car ceux-ci ont pour effet d'empêcher l'intégration. Dans les cas examinés, nous avons pu constater que l'intégration ne peut fonctionner qu'au cœur des communes et des villes. Il est vrai que cela génère dans un premier temps un accroissement des conflits au sein de la population, mais la constatation du fait que les réfugiés ne sont que des êtres humains comme les autres permet à la situation de se normaliser rapidement. La société civile joue un rôle déterminant à cet égard. L'offre d'une assistance aux réfugiés, avec en contrepartie la participation de ceux-ci aux tâches collectives, etc., permet une intégration beaucoup plus rapide.»

Antonio Longo, membre du groupe des activités diverses du CESE, à propos de la mission pour l'Italie



De par sa position en Méditerranée, l'Italie est le premier point de contact pour les centaines de milliers de personnes qui fuient l'Afrique et des pays en guerre comme la Syrie, en quête d'un destin meilleur. L'île de Lampedusa est devenue le symbole à la fois d'une terre d'accueil et du drame de ces embarcations de fortune qui abordent chaque jour dans l'île avec leur chargement de femmes, d'enfants et d'hommes de tous âges, et qui souvent sombrent en mer, emportant avec elles l'espoir d'une vie meilleure. Le CESE a envoyé une délégation en Italie également, composée de mes collègues, M^{me} Vladimíra Drbalová et M. José Antonio Moreno Díaz, et de moi-même. Les 18 et 19 janvier, nous nous sommes rendus à Milan et à Rome, où nous avons rencontré les responsables de structures et d'organisations actives dans le domaine de l'accueil et de l'intégration. Ce qui nous a le plus frappés, c'est le sentiment partagé par tous nos interlocuteurs que l'Europe se trouve confrontée à un phénomène dramatique et s'inscrivant dans la durée, et la prise de conscience du fait que sans une forte implication de chaque État membre et de l'Union dans son ensemble, il ne sera pas possible de trouver une réponse à la mesure de l'extrême complexité de ce problème. La grande solidarité dont la population italienne a toujours fait preuve, surtout dans le sud, comme le montre le cas emblématique de Lampedusa, ne suffit pas pour apporter des réponses durables. Parmi les expériences les plus intéressantes, on peut mentionner celle de «Casa Suraya» à Milan, un centre d'accueil se caractérisant par une efficace complémentarité entre l'intervention de structures publiques et celle d'acteurs privés et de bénévoles, ce qui permet d'offrir un accueil exemplaire aux familles, avec une assistance juridique, l'enseignement de l'italien, un soutien psychologique et des mesures d'insertion professionnelle. Les difficultés ne manquent pas, surtout lorsque les migrants ne veulent pas fournir d'informations sur leur statut et leur pays d'origine. Les forces sociales et la société civile ont un rôle fondamental à jouer dans leur intégration, qu'il s'agisse de l'assistance initiale, qui est pour l'essentiel assurée par des bénévoles, ou des phases ultérieures, sous la forme de mesures de formation et d'insertion dans le système éducatif et dans le marché du travail.

Christa Schweng, membre du groupe des employeurs, membre de la mission pour l'Autriche



«Les discussions menées dans le cadre des missions que nous avons effectuées dans plusieurs États membres ont permis d'aboutir à des conclusions très similaires.

L'UE a besoin d'un système d'asile qui fonctionne, d'une procédure d'application uniforme et d'une liste commune de pays sûrs. Les centres d'accueil et d'enregistrement («hotspots») doivent être pleinement opérationnels, 24 heures sur 24, et être créés en plus grand nombre. Le règlement de Dublin doit être réexaminé, les pays de premier accueil doivent bénéficier d'un soutien accru et le système de relocalisation doit être effectif.

Il convient de définir des critères communs de protection internationale. La politique étrangère de l'UE doit prioritairement viser à traiter les causes profondes de ces flux migratoires et l'aide apportée aux pays voisins de la Syrie doit être renforcée.

Il convient d'établir une distinction entre les réfugiés et les migrants économiques. Les personnes recevant un avis défavorable doivent être renvoyées dans leur pays d'origine. La conclusion d'accords de réadmission doit constituer une priorité.

Les organisations de la société civile assument souvent des tâches relevant de la responsabilité des États membres. Il faut améliorer la coordination entre les organisations de la société civile et les autorités nationales et faciliter l'accès des OSC aux financements de l'UE.

L'intégration d'un grand nombre de personnes dans nos sociétés et sur nos marchés de l'emploi constitue à la fois un défi et une opportunité. Ce processus est essentiel pour éviter la constitution de sociétés parallèles, et il doit être mis en œuvre dès que possible.

L'ampleur de l'afflux des réfugiés a suscité l'inquiétude et entraîné la fermeture des frontières intérieures. Les médias et les pouvoirs publics ont un rôle important à jouer pour dissiper ces craintes.

Il est à espérer que les leçons que nous apprenons à nos dépens nous prépareront à affronter l'avenir. Les solutions durables ne peuvent émaner des États membres; elles doivent être mises au point à l'échelon européen.»

José Antonio Moreno Díaz, membre du groupe des travailleurs, à propos de la mission pour la Turquie



«Cette visite m'a permis de revoir ma position au sujet de la crise migratoire. C'est ainsi par exemple que la question de la pression migratoire dans les zones frontalières a été abordée lors d'une réunion. Les représentants de la société civile nous ont donné raison, mais c'était à propos du Liban, de la Jordanie et de la Turquie elle-même, qui se trouvent dans une situation véritablement critique, avec 3 000 000 de réfugiés en Turquie, 1 070 000 au Liban et 640 000 en Jordanie. Parler de «crise» par référence à l'Union européenne, qui compte 500 millions d'habitants et qui a accueilli en 2015 1 000 000 de réfugiés environ, c'est exagéré.»

Ce qui m'a le plus impressionné, c'est l'engagement des ONG qui travaillent auprès des réfugiés, en particulier dans la région d'Izmir. Pour autant, j'ai été bouleversé par le manque d'espoir affiché par bon nombre de ces intervenants, qui se montrent très pessimistes quant à l'évolution de la situation et en particulier quant au rôle que l'UE pourrait jouer. L'accord UE-Turquie est malheureusement venu leur donner raison.

Personnellement, je crois que l'intégration est impossible compte tenu du cadre législatif et politique qui prévaut en Turquie: faute d'adopter un statut juridique stable et reconnu, comportant un ensemble bien défini de droits et d'obligations, il ne sera pas possible de mettre en place un cadre d'intégration. C'est pourquoi la société civile doit s'efforcer de sensibiliser la population turque afin qu'elle voie dans les réfugiés des êtres humains en quête de protection et faire en sorte que l'État turc les considère comme des réfugiés au sens de la convention de Genève. Seul un cadre juridique stable et sûr permettra l'élaboration de politiques d'intégration. Dans un tel contexte, les ONG auront un rôle déterminant à jouer dans l'identification des besoins réels.»

Dilyana Slavova, membre du groupe des activités diverses et présidente de la section REX, à propos de la mission en Bulgarie

«Après avoir franchi la frontière qui sépare la Turquie de la Bulgarie, la plupart des demandeurs d'asile se retrouvent dans un centre d'accueil de l'Agence nationale des réfugiés, où ils attendent que soit traitée leur demande de reconnaissance du statut de réfugié. Ce statut leur conférerait une protection juridique ainsi que la plus grande partie des droits et privilèges dont jouissent tous les citoyens bulgares. Les réfugiés doivent quitter les centres d'accueil une fois que cette protection leur a été accordée. Le gouvernement ne leur octroie aucune aide supplémentaire, que ce soit pour trouver un emploi ou un logement abordable, et les réfugiés n'ont pas non plus accès aux prestations sociales. Ce sont les familles qui rencontrent le plus de difficultés après avoir quitté les centres d'hébergement. Les réfugiés sont fréquemment confrontés à des problèmes de logement, notamment à cause de la taille réduite des appartements, généralement conçus pour accueillir quatre personnes et dans lesquels il est extrêmement compliqué d'héberger des familles avec huit enfants ou plus.



La Croix-Rouge est l'une des trois ONG, avec Caritas et le Conseil des femmes réfugiées en Bulgarie, qui organisent des activités destinées à favoriser l'intégration. Il s'agit notamment de cours de langue gratuits ou d'assistance tout au long du processus de recherche d'emploi. Ces organisations travaillent avec des petits groupes de personnes: une vaste majorité de réfugiés ne parlant pas le bulgare, leurs possibilités d'emploi sont réduites et ils sont souvent victimes de discrimination. Le centre d'information de la Croix-Rouge à Sofia organise régulièrement des cours de langue à l'intention des réfugiés. Le principal défi de ces derniers consiste à s'intégrer dans la société et trouver un emploi, pour lequel il est nécessaire de pouvoir communiquer en bulgare. Au total, 170 personnes ont suivi et réussi ce cours de langue durant le premier semestre de l'année 2015. Les ONG apportent ainsi une réelle contribution à l'intégration des demandeurs d'asile.»

Édition 2016 de «Votre Europe, votre avis»: Les adolescents réfugiés sont les futurs «travailleurs et génies» de l'Europe



La manifestation «Votre Europe, votre avis» a été à la hauteur de toutes les attentes, les jeunes des 28 États membres de l'UE et des pays candidats ayant fait bouger les lignes grâce à leur enthousiasme et à leurs idées neuves s'agissant de favoriser l'intégration des migrants dans les sociétés européennes.

Le CESE a invité un groupe d'adolescents de 16 et 17 ans originaires des quatre coins de l'Europe à débattre sans langue de bois de ce qui constitue l'une des questions les plus brûlantes du calendrier politique actuel: la migration et l'intégration.

Le débat a eu lieu à Bruxelles en marge de la session plénière de mars du CESE. Les jeunes se sont penchés sur une série de questions liées à l'intégration, allant du rôle des écoles, des clubs de sport et des actions culturelles de sensibilisation dans la lutte contre les discriminations à la manière dont sont

communiquées les informations relatives à la crise des réfugiés, au rôle des médias et à l'importance de gérer l'intégration d'une manière humaine et clairement définie.

À l'issue d'un débat ouvert et animé sur dix propositions différentes, les jeunes délégués se sont accordés sur trois propositions d'ensemble devant permettre de mieux intégrer les migrants, et en particulier les enfants, dans les sociétés européennes:

- **médias et migrants – réformer les médias sur la base d'investissements de l'UE:** suggestions visant à imposer des lignes directrices plus strictes pour les reportages en lien avec les migrants, et autres mesures de sensibilisation et de réduction des discriminations;
- **révision de l'accord de Dublin:** centres de crise («hotspots»), traitement plus rapide des

demandes d'asile, et formation linguistique et culturelle avant de répartir les réfugiés;

- **plan en matière d'éducation, absence d'évaluation dans un premier temps, échanges culturels, adaptation à son propre rythme:** assurer l'intégration en douceur des réfugiés dans le système éducatif et reconnaître l'importance de l'éducation pour l'intégration.

«En tant que porte-parole de la société civile, nous tenons absolument à ce que les avis, les expériences et les idées de la jeune génération européenne sur cette question cruciale soient entendus», a indiqué Gonçalo Lobo Xavier, vice-président du CESE chargé de la communication. «Nous voulons une approche unifiée et humanitaire de l'immigration et de l'asile. Les réfugiés ont des droits, mais ils ont aussi l'obligation de respecter les valeurs de l'UE, ainsi que des responsabilités sociales» a-t-il ajouté.

Quelque 33 écoles, représentant chacune un État membre ou un pays candidat, ont été sélectionnées de façon aléatoire et invitées à prendre part à cette initiative annuelle

unique en son genre à destination de la jeunesse, qui simule le travail réalisé par les membres du CESE.

Les membres et les responsables politiques de l'UE ont été frappés par les idées stimulantes des jeunes ambassadeurs et par leurs propositions concrètes visant à promouvoir une réponse plus intégrée à la crise migratoire.

José Antonio Moreno Díaz, membre du CESE, s'est dit impressionné par les solutions proposées en réponse à certaines questions difficiles à résoudre, «même pour les adultes et les responsables politiques», avant de saluer le bon sens dont ont fait preuve les participants. «Vous êtes l'âme de l'Europe», a-t-il conclu.



BIENTÔT AU CESE

Cela se passe en Europe, aujourd'hui: les photos de réfugiés prises par Giles Duley exposées au CESE

Le CESE accueillera une exposition de photographies de réfugiés prises par Giles Duley, un photjournaliste britannique connu pour son travail sur les problèmes humanitaires et les conséquences des conflits. En 2011, Giles Duley a été gravement blessé après avoir marché sur un engin explosif improvisé (EEI) en Afghanistan et a dû subir une triple amputation. Malgré cela, il a absolument voulu reprendre son travail de photographe et il collabore actuellement avec le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés afin de raconter en images les histoires des réfugiés qui arrivent sur l'île grecque de Lesbos. Bien qu'il présente des situations difficiles et parfois horribles, Giles Duley parvient à rendre compte de la force de ceux qui préfèrent lutter que de se rendre à l'adversité. L'exposition se tiendra du 27 avril au 20 mai au foyer 6 du bâtiment JDE. Giles Duley assistera à l'inauguration. (sk/dm)

Une relance opportune des efforts en matière de sécurité maritime

Le CESE soutient les initiatives prises par la Commission européenne afin de renforcer la coopération et d'encourager l'échange d'informations entre les divers agences de l'UE et organismes nationaux assurant actuellement des fonctions de garde-côtes. Il précise toutefois que «le temps presse pour mettre en œuvre les mesures proposées».

«Il n'est ni possible, ni admissible que les flux de réfugiés en mer continuent à payer un lourd tribut en vies, que l'arrivée irrégulière de migrants se poursuive et que des États membres prennent des mesures unilatérales en établissant des contrôles permanents aux frontières», a souligné le Comité dans un avis sur l'amendement proposé au règlement de la Commission et adopté lors de la session plénière de mars du CESE. Le Comité soulève en outre la question de savoir si les changements qu'il est proposé d'apporter à l'Agence européenne

pour la sécurité maritime (AESM) seront appropriés pour couvrir les ressources humaines et financières nécessaires afin de réagir suffisamment rapidement aux besoins humanitaires et de sécurité urgents.

«Un système de garde-côtes plus efficient et efficace en termes de coûts devrait amener les États membres à relâcher, voire à renoncer aux contrôles permanents, et donner la possibilité de rétablir pleinement et correctement le dispositif de Schengen, suggère dans son avis le rapporteur Jan Simons, du groupe des employeurs.»

Parmi les mesures proposées par la Commission, le Comité approuve l'utilisation d'aéronefs télépilotes (RPA) à l'appui d'une surveillance parfois fragmentaire, fondée sur une couverture satellite qui ne permet pas toujours de repérer les petites embarcations en bois ou en caoutchouc. (sg)



Journée portes ouvertes – 28 mai 2016 – Unis dans la diversité

Le Comité économique et social européen – de concert avec d'autres institutions européennes – ouvrira ses portes au public le samedi 28 mai.

Le thème de l'édition 2016 de cette manifestation sera la devise de l'Union européenne, «Unie dans la diversité». En collaboration avec le Parlement européen, le Conseil européen, le Conseil de l'Union européenne, la Commission européenne, le Comité européen des régions et le service européen pour l'action extérieure, le Comité économique et social européen se réjouit d'accueillir plus de 30 000 visiteurs, tous désireux d'en savoir davantage sur le fonctionnement des institutions et les sujets qu'elles traitent.

Visites des bâtiments, stands d'information, activités interactives, concerts et expositions... Demandez le menu! Une occasion unique de découvrir en famille la diversité de l'Europe dans une ambiance festive. Pour connaître le programme complet, consultez europeday.europa.eu (en ligne à compter du 16 avril).

Le bâtiment Jacques Delors, bâtiment principal du CESE (rue Belliard 99, 1040 Bruxelles), sera ouvert au public le **samedi 28 mai 2016 de 10 heures à 18 heures**. Venez découvrir le CESE et notre Europe avec votre famille et vos amis! (sk)

Séminaire 2016 des attachés de presse de la société civile: Communiquer au sujet de la migration

Le séminaire 2016 des attachés de presse de la société civile, qui se tiendra les 24 et 25 novembre à Vienne, marquera le 10^e anniversaire de cette manifestation du CESE. L'édition de cette année, intitulée «Communiquer au sujet de la migration», portera sur divers aspects des reportages de presse et de la communication médiatique sur les réfugiés, l'immigration et l'intégration des migrants.

Nul n'ignore que les médias, notamment les médias sociaux, ont joué un rôle majeur dans l'information sur la crise des réfugiés et des migrants, à tel point que l'opinion publique et les actions politiques elles-mêmes ont indubitablement été influencées par les médias et la manière dont les gouvernements et les organisations de la société civile ont communiqué sur différents aspects de la migration.

Les participants au séminaire seront des journalistes, des professionnels de la communication et des experts de la société civile en matière de migration, ainsi que des représentants d'institutions européennes ou internationales actives dans ce domaine. Des sessions de discussion porteront sur les aspects des thématiques suivantes ayant trait à la communication: migration, réfugiés, trafic de migrants et intégration des migrants (y compris l'intégration sur le marché du travail).

Le séminaire sera organisé avec le soutien du ministère fédéral autrichien de l'intégration et des affaires européennes et internationales, qui accueillera la manifestation à l'Académie diplomatique de Vienne, et de la ville de Vienne. (sma)



Prochaines activités du groupe des travailleurs

Le groupe des travailleurs est convaincu que seule une Europe forte, unie, bienveillante et profondément démocratique peut venir à bout des crises actuelles, qu'elles soient liées au terrorisme, à l'économie, au domaine social ou aux réfugiés. C'est pourquoi nous nous félicitons du lancement d'une consultation publique sur le socle européen des droits sociaux, qui contribuera à renforcer le caractère démocratique de notre Union. Les travailleurs souscrivent pleinement à l'objectif de cette initiative, qui consiste à approfondir l'UEM et à la rendre plus juste, notamment en assurant l'équité et le bon fonctionnement des marchés du travail et des systèmes de protection sociale. Pour concrétiser l'idée d'un «triple A social», lancée par M. Juncker, le groupe des travailleurs a placé cette initiative en tête de ses priorités. C'est pour cette raison que sa présidente, M^{me} Bischoff, sera l'un des rapporteurs des avis du CESE sur ce thème (avec les deux autres présidents de groupe et plusieurs membres du CESE).

Les droits sociaux sont au cœur des préoccupations du groupe des travailleurs, et ce aussi par rapport à la question du «Brexit». Dans sa déclaration du 18 février 2016 à ce sujet, il a appelé à la vigilance concernant la possible mise à mal du principe de libre circulation et les tentatives successives d'affaiblir les droits sociaux. Dans le prolongement



Le groupe des travailleurs

de cette déclaration, le groupe des travailleurs organise actuellement une réunion extraordinaire du bureau, qui se tiendra le 21 avril 2016 à Londres, pour discuter des risques que présente le référendum sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'UE, non seulement pour les travailleurs britanniques mais aussi pour tous les citoyens européens. Un échange de vues approfondi avec les syndicats britanniques aura lieu à cette occasion.

Enfin, le 31 mai 2016, le groupe des travailleurs tiendra une réunion extraordinaire à La Haye, afin de procéder à une évaluation détaillée des travaux de la présidence néerlandaise de l'UE en présence de représentants du gouvernement néerlandais. (mg/fs)

Quel avenir pour la politique de l'UE en faveur des PME?

Il convient de restaurer la vision initiale du «Small Business Act», l'initiative en faveur des PME, afin d'en faire un outil plus efficace pour stimuler leur compétitivité. Leurs besoins doivent être pris en compte dans toutes les politiques de l'UE, en y appliquant les principes «priorité aux PME» (*think small first*) et «une fois seulement» (*only once*). Enfin, le pilotage, le suivi et la mise en œuvre de cette initiative devraient gagner en efficacité. Tels ont été les principaux points soulevés par les participants à la table ronde sur les PME organisée par le groupe des employeurs du CESE. Cette discussion s'est déroulée le 5 avril, à Bruxelles, en présence de M^{me} Elzbieta Bienkowska, commissaire européenne pour le marché intérieur, l'industrie, l'entrepreneuriat et les PME.



Elzbieta Bienkowska, commissaire pour le marché intérieur, l'industrie, l'entrepreneuriat et les PME, et Jacek Krawczyk, président du groupe des employeurs du CESE à la table ronde pour les PME

Dans une déclaration conjointe, les représentants des principales organisations d'employeurs de l'UE (BusinessEurope, UEAPME, EuroChambres, Eurocommerce, Copa-Cogeca, CEEP) ont appelé à une action renforcée de l'Union en faveur des PME et demandé un plan d'action en la matière, afin d'assurer la relance du *Small Business Act* et d'insuffler un nouvel élan aux politiques nationales relatives aux PME. Ces organisations ont désigné un certain nombre de dossiers à traiter en priorité, tels que la promotion de l'entrepreneuriat, l'achèvement du marché unique, l'amélioration de l'accès au financement pour les PME et la facilitation des échanges, y compris pour ce qui concerne l'accès aux marchés des pays tiers.

«Les PME sont d'importants vecteurs d'emploi et de croissance en Europe et la poursuite de leur développement est cruciale pour l'économie européenne. En organisant cette table ronde, nous avons voulu attirer l'attention des décideurs politiques sur la diversité des défis auxquels les PME sont confrontées et proposer des mesures concrètes pour améliorer l'environnement au sein duquel elles exercent leurs activités», a déclaré M. Jacek Krawczyk, président du groupe des employeurs du CESE, qui a pris l'initiative de cette rencontre. Il a souligné par ailleurs que les organisations d'employeurs, au niveau tant national qu'europpéen, étaient disposées à coopérer plus étroitement avec la Commission européenne afin de veiller à ce que la législation réponde aux besoins des entreprises. (lj)

Renforcer la coopération entre l'UE et le Japon

Lors du séminaire qui a eu lieu en mars au siège du CESE à Bruxelles, la question du défi commun des migrations ainsi que le rôle de la société civile dans la mise en œuvre de l'accord de libre-échange UE-Japon ont été débattus. M. Gonçalo Lobo Xavier, vice-président du CESE, a saisi cette occasion pour inviter les organisations de la société civile japonaise à une visite d'étude. «*Bien que les sociétés civiles de l'UE et du Japon soient organisées de manière différente, leur rôle et leurs responsabilités sont fondamentalement les mêmes.*» Les sociétés civiles des deux parties doivent être activement associées à la mise en œuvre et au suivi de l'accord de partenariat stratégique et de l'accord de libre-échange UE-Japon. Par ailleurs, il convient de donner la priorité aux échanges interrégionaux et à l'établissement de

liens plus étroits entre les sociétés civiles de l'UE et du Japon.

Les participants ont exprimé l'espoir que l'accord commercial aille plus loin et suscite des initiatives visant à renforcer les contacts interpersonnels, la compréhension mutuelle et l'amitié, et rapproche ainsi les sociétés civiles japonaise et européenne.

En ce qui concerne les migrations, le séminaire a révélé qu'en dépit des différences de conditions géographiques et de contexte historique, les défis auxquels sont confrontées les deux sociétés sont similaires, s'agissant par exemple de trouver des voies légales pour les travailleurs et les migrants économiques. (sma)

Être ou ne pas être dans l'UE? Telle est la question...

par M. Luca Jahier, président du groupe «Activités diverses» du CESE

Le 8 mars 2016, le groupe «Activités diverses» a organisé un débat sur le thème «*Le Royaume-Uni dans l'UE: qu'est-ce qui compte pour vous?*» réunissant 130 participants et animé par M^{me} Shirin Wheeler, ancienne présentatrice de l'émission télévisée de la BBC intitulée *The Record Europe*.



Luca Jahier, président du groupe «Activités diverses» du CESE

Force est de constater que cette manifestation, à laquelle prenaient part des orateurs issus des milieux universitaires et des groupes de réflexion, des secteurs du bénévolat et de l'environnement, des entreprises sociales, des syndicats, des pouvoirs publics locaux et nationaux ainsi que nos membres, a suscité l'une des discussions les plus animées que nous ayons connues à l'occasion d'une conférence thématique organisée par notre groupe. Qu'il s'agisse d'emplois, de croissance, de cohésion économique et sociale, de sécurité, de souveraineté et d'identité, ou qu'il soit question du «jour d'après» et des conséquences dans l'éventualité où la majorité se prononcerait pour la sortie de l'UE, le débat entier avait pour fil rouge l'idée que le référendum du 23 juin aurait pour enjeu les citoyens et leur qualité de vie. Pour cette raison, sans doute, malgré les faits et la dimension politique partisane de la campagne en faveur du oui ou du non, les intervenants ont convenu

que la plupart des citoyens du Royaume-Uni voteront sur la base de leurs émotions. Ce sont les sentiments, les perceptions, les peurs, les passions et les valeurs à transmettre à la prochaine génération qui détermineront en fin de compte le résultat du référendum. Appelons-le «projet d'espoir», étant donné que l'Union européenne est un voyage que nous faisons ensemble sur la voie du développement de notre société, de la justice et de la dignité. Toutefois, ce voyage n'est évidemment pas dépourvu de difficultés.

Il y a près de cinq siècles, William Shakespeare a écrit: «le monde entier est un théâtre» et la vie est une pièce qu'il nous faut jouer. Le 23 juin, les citoyens britanniques en seront les acteurs principaux! Alors, «Être ou ne pas être» membre de l'Union européenne? Telle est la question! Personnellement, je suis résolument dans le camp de ceux qui veulent «être» dans l'UE. Je soutiens «# UK-IN!»

Garantir des denrées alimentaires en suffisance pour tous implique de modifier radicalement nos modes de production et de consommation

La population mondiale devrait atteindre le chiffre impressionnant de 9,6 milliards en 2050, alors que le système de production alimentaire mondial peine actuellement à nourrir une population de 7,5 milliards d'humains. En outre, la manière dont nous cultivons, produisons, transportons et consommons aujourd'hui les denrées alimentaires n'est pas durable.

Le CESE élabore actuellement un avis intitulé «*Vers des systèmes alimentaires plus durables*», à la demande de la présidence néerlandaise. Le point de vue des parties prenantes et des experts sur ce sujet a été recueilli à l'occasion d'une audition organisée par le Comité le 11 mars 2016 à Bruxelles.

Selon le CESE, la question de la **réduction du gaspillage alimentaire**, qui s'élève actuellement à 100 millions de tonnes en Europe et à 1,6 milliard de tonnes

au niveau mondial (soit près de 30 % de la production) constitue l'un des enjeux principaux. Avoir une alimentation plus saine et consommer moins de viande est également bénéfique pour la santé de la planète. Mais le problème ne s'arrête pas là. Le secteur alimentaire étant le premier générateur mondial d'émissions de gaz à effet de serre, le CESE proposera des mesures visant à y remédier.

En outre, une plus grande cohérence est nécessaire non seulement entre les différentes politiques, mais aussi d'un secteur à l'autre. L'UE doit élaborer une politique alimentaire globale qui intègre les politiques en matière d'agriculture, de commerce, d'environnement, de santé et la politique sociale, en combinant différents outils, comme la législation, les mesures d'incitation économiques ou la fiscalité afin de mettre au point un véritable système alimentaire durable. (sma)

Le CESE et son pendant français souhaitent resserrer leurs liens

Le CESE et le Conseil économique, social et environnemental français cherchent à entretenir des rapports plus étroits.

En janvier, le CESE a envoyé une délégation présenter ses activités au Conseil économique, social et environnemental français récemment renouvelé. Cette rencontre a fait suite à une invitation du nouveau président du Conseil, Patrick Bernasconi, qui, dès le début de son mandat, a proposé de centrer les travaux de son institution sur des priorités stratégiques. L'une de ces priorités consiste à «intégrer la dimension européenne dans tous les avis et rapports du Conseil, ce qui nécessite de mener un véritable travail en commun avec le CESE».

Plusieurs autres rencontres ont eu lieu depuis lors, notamment une réunion de travail entre le président Dassis et le président Bernasconi, tenue à Bruxelles le 10 mars, puis une autre, organisée le 21 mars à Paris,

entre les membres français du CESE, encadrés par Thierry Libaert, personne de contact du CESE pour la France, et la présidence du Conseil. Lors de ces réunions, les deux entités ont décidé de travailler ensemble dans divers domaines. Parmi les questions importantes abordées dans le cadre de la coopération figurent le suivi de la COP 21, la migration, l'Europe sociale, les travailleurs détachés, la stratégie Europe 2020 et le réseau des comités économiques et sociaux nationaux de l'UE et du CESE. Les parties ont également convenu de promouvoir les contacts directs entre leurs présidents, administrateurs de section et rapporteurs respectifs, ainsi que de faciliter et de multiplier les échanges entre leurs sections consultatives, commissions et délégations, tout en exprimant le souhait de tenir régulièrement des réunions similaires sur une base semestrielle.

La prochaine étape sera la participation de M. Bernasconi à la session plénière du CESE en mai. (dm)

CESE info dans 23 langues: http://www.eesc.europa.eu/activities/press/eescinfo/index_fr.asp

Avril 2016 / 4

Rédaction:
Alun Jones (rédacteur en chef)
Daniela Marangoni (dm)

Contributeurs à la présente édition:

Caroline Alibert-Deprez (cad)
Chloé Lahousse (cl)
Daniela Marangoni (dm)
Diaelhak Raguragui (dr)
Francisco Soriano (fs)
Leszek Jarosz (lj)
Margarita Gavanis (mg)
Milen Minchev (mm)
Satu Kankala (sk)
Siana Glouharova (sg)

Silvia M. Aumair (sma)

Coordination:
Agata Berdys (ab)

Édition clôturée le 12 avril 2016

Adresse:
Comité économique et social européen
Bâtiment Jacques Delors, 99, rue Belliard,
B-1040 Bruxelles, Belgique
Tél. +32 25469476
Fax +32 25469764
Adresse électronique: eescinfo@eesc.europa.eu
Internet: <http://www.eesc.europa.eu/>

CESE info est publié neuf fois par an lors des sessions plénières du Comité.

Des exemplaires imprimés de CESE info peuvent être obtenus gratuitement en allemand, en anglais et en français auprès du service de presse du Comité.

De plus, CESE info est disponible dans 23 langues en format PDF sur le site web du Comité:

URL: <http://www.eesc.europa.eu/?i=portal.fr.eesc-info>

CESE info ne peut être considéré comme le compte rendu officiel des travaux du CESE, pour lesquels il convient de se référer au Journal officiel de l'Union européenne ou à d'autres publications du Comité.

La reproduction – avec mention de CESE info – est autorisée (moyennant copie au rédacteur en chef).

Tirage: 6500 exemplaires.

Le prochain numéro paraîtra en mai 2016.

IMPRIMÉ SUR PAPIER 100 % RECYCLÉ



Office des publications